



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 65

Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail

Présentation

NOV 7 1988

**Présenté par
M. Yves Séguin
Ministre du Travail**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la santé et la sécurité du travail afin de permettre l'application, au Québec, d'un programme national d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.

Le projet de loi crée de nouvelles obligations aux employeurs à l'égard de certains produits qui peuvent constituer un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Afin d'assurer une utilisation sécuritaire de ces produits, le projet de loi oblige l'employeur à fournir à ses travailleurs certaines informations les concernant, au moyen d'étiquettes, de fiches et d'un programme de formation et d'information.

L'employeur peut cependant, à certaines conditions, être exempté de l'obligation de divulguer sur une étiquette ou une fiche des informations de nature confidentielle en soumettant une demande d'exemption à un organisme désigné par le gouvernement. La décision rendue par celui-ci peut faire l'objet d'un appel.

Enfin, le projet de loi confère à la Commission de la santé et de la sécurité du travail et au gouvernement les pouvoirs réglementaires nécessaires à sa mise en application.

Projet de loi 65

Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) est modifiée par l'insertion, à l'article 1, de la définition suivante:

« **« produit contrôlé »**: une matière comprise dans la classification établie par règlement ou répondant aux critères déterminés dans cette classification; ».

2. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 62, de la sous-section suivante:

« § 5.—*Information concernant les produits contrôlés*

« **62.1** Un employeur ne peut permettre l'utilisation ou l'entreposage d'un produit contrôlé sur un lieu de travail à moins qu'il ne soit pourvu d'une étiquette et d'une fiche signalétique conformes aux dispositions de la présente loi et des règlements et que le travailleur n'ait reçu la formation et l'information requises pour accomplir de façon sécuritaire le travail qui lui est confié.

Un employeur peut toutefois entreposer un produit contrôlé sur un lieu de travail s'il fait, avec diligence, toutes les démarches nécessaires afin que ce produit soit pourvu d'une étiquette et d'une fiche signalétique conformes et que le travailleur reçoive la formation et l'information prévues au premier alinéa.

« **62.2** L'employeur qui fabrique un produit contrôlé doit apposer une étiquette sur ce produit et élaborer pour celui-ci une fiche signalétique conformes à la présente loi et aux règlements.

« **62.3** La fiche signalétique concernant un produit contrôlé contient les informations suivantes :

1° la dénomination chimique de ce produit s'il s'agit d'une substance pure ou, sinon, la dénomination chimique et la concentration de tout ingrédient de ce produit qui est lui-même un produit contrôlé ;

2° la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient de ce produit qui appartient à la liste de divulgation des ingrédients déterminée par règlement si la concentration de cet ingrédient est égale ou supérieure au seuil qui lui est correspondant dans la liste ;

3° la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient de ce produit pour lequel l'employeur a des motifs raisonnables de croire qu'il est nocif pour la santé ;

4° la dénomination chimique et la concentration des ingrédients de ce produit dont l'employeur ne connaît pas les propriétés toxicologiques ;

5° toute autre information déterminée par règlement.

« **62.4** L'étiquette et la fiche signalétique d'un produit contrôlé doivent être en langue française. Le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs traductions.

« **62.5** En outre des obligations qui lui sont faites en vertu de l'article 51, un employeur doit appliquer un programme de formation et d'information concernant les produits contrôlés dont le contenu minimum est déterminé par règlement.

Le programme de formation et d'information est établi par le comité de santé et de sécurité. La procédure prévue à l'article 79 s'applique en cas de désaccord au sein du comité.

En l'absence de comité de santé et de sécurité, le programme de formation et d'information est établi par l'employeur, en consultation avec toute personne désignée par entente entre celui-ci et les travailleurs.

Ce programme doit être mis à jour annuellement ou aussitôt que les circonstances le requièrent.

Il est intégré au programme de prévention lorsqu'un tel programme doit être mis en application dans l'établissement.

« **62.6** L'employeur doit pour tout produit contrôlé qui est présent sur un lieu de travail :

1° transmettre copie de la fiche signalétique concernant ce produit au comité de santé et de sécurité, au représentant à la prévention ou, à défaut de comité de santé et de sécurité et de représentant à la prévention, à l'association accréditée ou, à défaut également de celle-ci, au représentant des travailleurs au sein de l'établissement ;

2° conserver et rendre facilement accessible à tout travailleur, sur le lieu de travail, la fiche signalétique concernant ce produit, conformément aux règlements ;

3° sous réserve de l'article 62.7, révéler, sur demande, les sources de renseignements relatifs aux données toxicologiques ayant servi à l'élaboration de la fiche signalétique qu'il possède à tout travailleur intéressé de l'établissement, au comité de santé et de sécurité ou au représentant à la prévention, ou, à défaut de comité de santé et de sécurité et de représentant à la prévention, à l'association accréditée ou, à défaut également de celle-ci, au représentant des travailleurs au sein de l'établissement.

« **62.7** Un employeur peut être exempté de l'obligation de divulguer sur l'étiquette ou dans la fiche signalétique, les renseignements suivants :

1° la dénomination chimique ou la concentration d'un ingrédient du produit contrôlé ;

2° les sources de renseignements relatifs aux données toxicologiques du produit contrôlé ;

3° l'appellation courante ou chimique, la dénomination commerciale, le nom générique ou la marque du produit contrôlé ;

4° les renseignements à l'aide desquels il est possible d'identifier le fournisseur du produit contrôlé.

Un employeur ne peut toutefois être exempté de l'obligation de divulguer les renseignements sur les dangers tels que définis par règlement.

« **62.8** La demande d'exemption est présentée selon les modalités déterminées par règlement. Elle contient les renseignements et est accompagnée des documents et du montant des frais déterminés par règlement.

«**62.9** L'employeur qui présente une demande d'exemption n'a pas à divulguer les renseignements qui en font l'objet jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue.

«**62.10** Le gouvernement désigne, par décret, l'organisme qui a compétence exclusive pour connaître et disposer d'une demande d'exemption.

«**62.11** L'organisme examine la demande suivant la procédure déterminée par règlement et peut exiger, dans le délai qu'il fixe, les renseignements supplémentaires qu'il juge nécessaires.

Il rend sa décision suivant les critères d'appréciation déterminés par règlement.

«**62.12** Si l'organisme rejette en tout ou en partie la demande d'exemption, il ordonne au demandeur de divulguer dans le délai et selon les modalités qu'il détermine les renseignements faisant l'objet de cette demande. Le demandeur doit se conformer à la décision de l'organisme.

En cas de décision finale faisant droit à une demande, le demandeur, pour une période de trois ans, est soustrait à l'obligation de divulguer les renseignements qui en font l'objet.

«**62.13** L'employeur, un travailleur de l'établissement, un membre du comité de santé et de sécurité, un représentant à la prévention, une association accréditée représentant un travailleur de l'établissement ou toute autre personne intéressée peut, dans le délai prévu par règlement, interjeter appel de la décision rendue sur la demande d'exemption de divulgation.

«**62.14** Le gouvernement désigne, par décret, l'organisme qui a compétence exclusive pour connaître et disposer d'un appel visé à l'article 62.13.

«**62.15** L'appel est formé par le dépôt, auprès de l'organisme d'appel, d'une demande écrite contenant un exposé détaillé des motifs d'appel.

Cette demande est présentée selon les modalités déterminées par règlement. Elle contient les renseignements et est accompagnée des documents et frais déterminés par règlement.

«**62.16** L'organisme d'appel connaît et dispose de l'appel conformément à la procédure déterminée par règlement.

Il rend ses décisions suivant les critères d'appréciation déterminés par règlement.

«**62.17** L'organisme d'appel peut confirmer ou infirmer la décision portée devant lui et rendre toute décision qui aurait dû être rendue en premier lieu.

S'il juge que des renseignements sont nécessaires pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs, l'organisme d'appel peut aussi, dans une décision faisant droit à une demande d'exemption, ordonner que ces renseignements soient divulgués à une personne qu'il désigne. La personne visée par une telle décision doit s'y conformer dans le délai et selon les modalités qui y sont spécifiées.

Il est interdit à la personne à qui des renseignements sont ainsi divulgués de les divulguer à une autre personne ou de permettre à une autre personne d'y avoir accès.

«**62.18** Un employeur ne peut présenter une nouvelle demande d'exemption à l'égard des renseignements pour lesquels une exemption a été refusée.

«**62.19** Le gouvernement peut, pour l'application des articles 62.10 et 62.14, désigner par décret un organisme constitué à des fins similaires par le Parlement du Canada.

Cet organisme exerce alors les pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués par sa loi constitutive selon les règles et les modalités prévues par cette loi. Toutefois, les personnes mentionnées à l'article 62.13 peuvent interjeter appel d'une demande d'exemption.

«**62.20** Malgré les articles 62.9 et 62.12, un employeur est tenu de divulguer toute l'information qu'il possède concernant un produit contrôlé:

1° à la Commission, si elle lui en fait la demande;

2° à un médecin qui lui en fait la demande aux fins de poser un diagnostic ou de traiter une personne dans une situation d'urgence;

3° à un infirmier qui lui en fait la demande aux fins de donner les premiers secours dans une situation d'urgence.

Les personnes qui obtiennent une information en vertu du présent article sont tenues d'en assurer la confidentialité.

«**62.21** L'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) ne s'applique pas à l'égard des renseignements visés au premier alinéa de l'article 62.7. ».

3. L'article 223 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 21° du premier alinéa, des paragraphes suivants :

« 21.1° identifier les produits contrôlés, en établir une classification et déterminer des critères ou modes de classement de ces produits dans les catégories de produits identifiées dans cette classification ;

« 21.2° exclure des produits de l'application de la sous-section 5 de la section II du chapitre III de la loi ou de certaines de ses dispositions ;

« 21.3° établir une liste de divulgation des ingrédients visés au paragraphe 2° de l'article 62.3 ;

« 21.4° déterminer les normes d'étiquetage et d'affichage des produits contrôlés présents ou fabriqués sur un lieu de travail, notamment :

a) les informations que doit contenir une étiquette ou une affiche ;

b) la forme de l'étiquette ou de l'affiche ;

c) des mesures pour la mise à jour de l'étiquette ou de l'affiche, leur renouvellement et leur remplacement en cas de perte, destruction ou de détérioration ;

d) les cas où l'étiquette peut être remplacée par une affiche ou par un autre mode d'information qu'identifie le règlement ;

« 21.5° déterminer des normes applicables aux fiches signalétiques des produits contrôlés présents ou fabriqués sur un lieu de travail, notamment :

a) les informations qu'elles doivent contenir ;

b) leur forme et des modes de reproduction pour en faciliter l'accès ;

c) des mesures pour leur mise à jour, leur communication et leur conservation ;

« 21.6° déterminer le contenu minimum d'un programme de formation et d'information visé à l'article 62.5 ;

« 21.7° définir le mot « étiquette » et l'expression « renseignements sur les dangers » pour l'application de la sous-section 5 de la section II du chapitre III ; ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 223, des suivants:

«**223.1** Le gouvernement peut, par règlement :

1° déterminer les modalités de présentation d'une demande d'exemption faite en vertu de l'article 62.8 ou d'un appel interjeté conformément à l'article 62.15 ainsi que les renseignements, documents et le montant des frais qui doivent l'accompagner;

2° fixer les critères d'appréciation d'une demande d'exemption;

3° déterminer la procédure d'examen d'une demande d'exemption faite en vertu de l'article 62.8;

4° déterminer les règles de procédure applicables à l'organisme visé à l'article 62.14 et le délai à l'intérieur duquel un appel peut être interjeté.

«**223.2** Les règlements pris pour la mise en application de la sous-section 5 de la section II du chapitre III peuvent prévoir que les renvois qu'ils font à d'autres textes comprennent les modifications ultérieures apportées à ces textes. ».

5. Le premier règlement pris par la Commission de la santé et de la sécurité du travail et le premier règlement pris par le gouvernement pour la mise en application de la sous-section 5 de la section II du chapitre III de la Loi sur la santé et la sécurité du travail pourront l'être sans qu'un projet de ce règlement ne soit publié à la *Gazette officielle du Québec*.

6. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.